

Communisme en mouvement

Numéro 13

juin 2007

Le sursaut à gauche au second tour des législatives ne peut occulter le désastre de la campagne présidentielle, l'échec de la candidature de MGB et l'échec de la gauche. Un cycle électoral prend fin, avec l'élection de Sarkozy symbole d'une rupture liée à un projet ultra-libéral sécuritaire porté par le rassemblement de toutes les droites, de la droite modérée à l'extrême droite. La conception de l'union de la gauche qui a traversé ces 20 dernières années devient obsolète.

Face à cette droite dure et puissante, la gauche est sans projet.

Le PCF ne peut pas dans la situation actuelle donner comme signe qu'il se remet simplement au travail en préparant un congrès interne et encore moins qu'il accepte de se cantonner dans une marginalité en quémendant à Sarkozy l'abaissement du seuil pour former un groupe parlementaire.

C'est un véritable processus de refondation du projet communiste et d'une gauche de transformation sociale qu'il faut lancer. C'est ce que nous avons exprimé dans nos contributions et interventions dans le cadre du Conseil national des 22 et 23 juin.

Bonne lecture !

Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à : communisme.mouvement@free.fr - Pour le recevoir régulièrement ou-et permettre à des amis de le recevoir, prenez contact sur <http://communisme.mouvement.free.fr>

Sommaire

1.

Quelques réflexions après cette longue séquence électorale	Bernard Calabuig	2
Revisiter le communisme	Moustapha Gueye	6
Pour une réflexion polyphonique	Anne Jollet	7
Libérer le débat	Isabelle Lorand	10
Travailler à l'épanouissement du commun	Fernanda Marrucchelli	11
Le temps nous est compté	Roger Martelli	12
Notre conception du rassemblement en question	David Prout	14
La question d'un alter-communisme est posée	Philippe Stierlin	16
En finir avec une culture de groupe marginal	Catherine Tricot	20
Sortir du flou et de l'entre-deux	Pierre Zarka	22

Convergence d'idées, de pratiques, d'imaginations différentes	Dominique Grador	25
---	------------------	----

2.

Réflexions sur la « Contribution pour un débat ouvert et constructif »	Roger Martelli	27
--	----------------	----

Quelques réflexions après cette longue séquence électorale

Conseil national du PCF
22-23/06/2007

Bernard Calabuig – Val d'Oise

Une nouvelle ère

La victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle ouvre une nouvelle ère politique. Il ne s'agit pas d'une simple alternance, à l'intérieur même de la droite pour une poursuite de la politique Raffarin/Villepin, mais d'une rupture franche. L'adhésion par une majorité de Français à un projet de société, à une vision politique cohérente, déclinée par un ensemble de propositions, provient du fait qu'ils ont donné le sentiment à nos concitoyens d'être des réponses à leurs préoccupations et aux défis de notre temps.

Cette élection marque la fin d'un cycle d'alternance droite/gauche qui perdure depuis le début des années 80.

Sarkozy fait entrer la France dans l'ère du capitalisme mondialisé, au moyen d'une contre-révolution libérale dans toute sa dimension, sur le plan social, économique et idéologique.

Sarkozy l'emporte en unifiant tous les courants de la droite française face à une gauche incapable de proposer un projet alternatif. La victoire de la droite est d'autant plus amplifiée que le projet du parti socialiste est inexistant et que la dynamique à gauche est absente, du fait de sa division.

Sarkozy réussit car il a en face de lui une gauche d'adaptation qui a renoncé depuis longtemps à la rupture avec le capitalisme et aux débats idéologiques. La gauche n'a pas perdu la bataille des idées, elle a renoncé à la mener. Elle s'est inscrite dans le politiquement correct et le raisonnable, faisant la preuve de son impuissance. Chacun a en mémoire les propos de Jospin, synonymes de tous les renoncements: « économie de marché oui, société de marché non ».

Sarkozy dit « avec la volonté politique on peut tout ». Face à une gauche qui baisse les bras, il revalorise d'une certaine façon la politique et l'intervention humaine.

C'est aussi l'explosion de l'ensemble du paysage politique. La structuration de la vie politique autour du rapport gauche/droite classique, avec la domination des quatre partis (PC, PS, UMP, UDF), avec à côté l'existence du FN, est remise en question. Une recomposition de grande ampleur du paysage politique est désormais en route.

Le deuxième tour des élections législatives marque un rééquilibrage en

faveur de la gauche, le parti communiste en a, dans une moindre mesure, bénéficié.

Je me félicite que nous retrouvions un groupe à l'Assemblée nationale, c'était un enjeu de cette élection, ce qui nous permettra de bénéficier d'une tribune politique de dimension nationale. Cependant, les questions lourdes posées à l'issue de l'élection présidentielle demeurent.

Les législatives ne nous exonèrent pas d'une véritable remise à plat chez nous et plus généralement à gauche. Chez nous, au parti communiste, car si la tendance continue au déclin a été contenue dans ces élections législatives, elle n'est pas pour autant interrompue et l'écart se creuse même entre les zones d'implantation restées fortes et la très grande majorité des circonscriptions où l'influence communiste est devenue marginale : depuis 1997, le PCF a perdu la moitié de son potentiel électoral dans 400 circonscriptions, il ne reste stable ou progresse que dans 13 circonscriptions.

La forte abstention du premier tour nous a été favorable. On peut facilement imaginer ce qui en serait advenu avec une participation électorale aussi forte qu'à la Présidentielle. Inséparablement de la question du communisme, doit être posée celle de la gauche. Alors que faire ? Comment aborder la période présente ? Quels sont les enjeux ?

L'enjeu aujourd'hui est le suivant : la structuration d'une vie politique dominée par le face à face ultra-libéralisme/social-libéralisme ou la construction d'un pôle de transformation sociale à vocation hégémonique à gauche.

Le deuxième tour des élections législatives ne peut faire oublier la sévère défaite de la gauche. La gauche radicale est émiettée, divisée comme jamais. Sa faiblesse électorale a privé la gauche socialiste de réserves suffisantes pour le second tour de l'élection présidentielle. La gauche, dans son ensemble, atteint un niveau historiquement bas au premier tour des deux élections.

Le parti communiste n'a pas été, une fois de plus, en capacité de lancer une dynamique neuve dans l'espace politique, laissant notre peuple sans perspective politique. Coincée entre le vote utile d'un côté et le vote protestataire de l'autre, la posture de la candidate communiste fut vite illisible. Au final, nous sommes sanctionnés mais la sanction va au-delà, c'est toute la gauche radicale qui est lourdement sanctionnée.

A partir de là comment faire ? Que reste t-il du mouvement antilibéral et des structures qu'il s'est données ? Peu de chose.

On ne peut plus parler aujourd'hui du mouvement des collectifs. Ils sont éclatés, divisés entre les comités Bové et ceux qui ont tenté de pérenniser le mouvement initial.

Faut-il pour autant tout jeter ? Non. Nous devons continuer à travailler dans le respect de leur diversité avec les hommes et les femmes qui se sont sincèrement engagés dans ce mouvement, mais rien de neuf ne naîtra aujourd'hui du côté de ces structures. Il ne s'agit pas de reprendre le travail là où nous l'avons laissé à Saint-Ouen le 9 décembre. Nous ne sommes plus dans la même situation et l'élection de Sarkozy nous impose de nouvelles ambitions. Mais cela ne veut pas dire que rien n'est possible, l'échec du rassemblement antilibéral ne doit pas nous conduire à tourner la page et attendre des jours meilleurs qui, en l'absence d'initiatives politiques audacieuses, ne viendront probablement jamais. S'il en était ainsi, nous nous accoutumerions à la marginalité et à terme

ce serait la disparition pure et simple.

Autrement dit, je ne crois pas à la continuité du PCF en l'état. Nous avons vécu ces dix dernières années deux échecs, celui de la gauche plurielle et celui de la construction anti-libérale.

Soit nous considérons que le face à face libéralisme et social-libéralisme est inéluctable, dans ce cas, nous devons nous accommoder d'une gauche recentrée, et accepter que notre rôle se réduise à l'accompagner ou au mieux à en être un aiguillon. Ou alors nous affirmons notre disponibilité pour contribuer avec d'autres à créer des dynamiques de transformation, jusqu'à aller à la constitution d'une force antilibérale à vocation majoritaire.

La fondation d'une gauche à gauche

La question désormais posée est celle de la fondation d'une vraie gauche, d'une force politique capable de porter un autre projet de société, une force capable de jouer au cœur de l'espace politique.

Le Parti communiste a décidé d'un congrès extraordinaire pour l'automne prochain, un congrès ouvert, afin d'engager un grand débat. Pour que celui-ci soit vrai et utile, aucune question ne doit être esquivée. Plusieurs options sont déjà dans le débat. L'option portée par des camarades, dont Jean-Claude Gaysot, qui tend à la création d'une nouvelle force politique de transformation sociale. Je lis aussi attentivement ce que proposent Pierre Blotin et les amis de Robert Hue : reprise de la mutation et création d'un nouveau parti communiste, pendant que d'autres, communistes unitaires, mais pas seulement, souhaitent la constitution d'une nouvelle dynamique de mise en convergence des forces politiques de transformation sociale dans laquelle l'organisation communiste aurait sa place en tant que telle. Toutes ces recherches, ces options, à partir du moment où elles se manifestent par une pensée construite et argumentée, doivent être parties intégrantes du débat du congrès.

Pour ma part, je suis intéressé par les espaces de débat qui s'ouvrent, surtout lorsqu'ils ne sont pas autocentrés sur nous-mêmes. «Gauche avenir» en est un, je ne suis pas signataire de l'appel, mais je me retrouve dans son esprit.

Je pense qu'il est nécessaire de travailler dans le sens d'une nouvelle force politique à gauche de caractère antilibéral à vocation majoritaire. Les processus qui y conduiront seront certainement longs, ils ne devront pas dissocier la définition de l'espace politique de celle de la co-élaboration du projet de transformation.

La définition de l'espace

L'espace doit aller de la gauche socialiste à l'extrême gauche unitaire. Il doit englober sans aucune hiérarchie : associations et citoyens issus du mouvement social. L'organisation communiste devra y être préservée, le courant communiste doit vivre avec les autres courants de transformation et aussi de façon séparée.

Peu importe pour l'instant la forme que cette force prendra dans le futur, coalition, confédération ou fédération, il est impossible dans ce type de construction de tout prévoir à l'avance. Ce dont je suis sûr, c'est que cette construction doit être citoyenne, c'est-à-dire le contraire d'accords de sommet ou d'appareil. Nous devons nous enrichir des expériences d'autres mouvements européens. Ainsi ce qui se passe en Allemagne est d'une portée considérable, il s'agit d'un événement majeur qui intéresse

toute la gauche de transformation européenne et au-delà. La constitution officielle du « Die Linke », le parti issu de la fusion du PDS, du Linkspartei et de l'Alliance électorale pour la justice sociale, est susceptible de poser les bases pour une dynamique nouvelle à gauche en Allemagne. Ce ne sera pas sans conséquences sur les rapports de forces politiques en Europe. Cela mérite une analyse rigoureuse de notre part.

Certes, nous ne sommes pas à la recherche d'un modèle, notre histoire n'est pas celle de nos voisins allemands. Il serait néanmoins dommageable que nous soyons les derniers en Europe à nous engager dans la novation et la créativité politique.

Ne pas dissocier définition de l'espace et co-élaboration du projet

Le projet ne peut être dissocié de la construction politique. Cela suppose, d'une part, que nous cessions de confondre propositions et projet de société - une accumulation de propositions, aussi pertinentes soient-elles, ne donne pas nécessairement du sens et de la prospective - et d'autre part, que nous acceptions que le projet communiste ne soit pas **le** projet de la transformation sociale, autour duquel tout le monde devrait se rallier. Ce dernier ne deviendra une force matérielle que s'il résulte d'une construction commune aux forces qui s'engagent dans ce processus. Il devra être alimenté de l'apport du communisme français, de la culture du socialisme de gauche, de l'alter-mondialisme, du féminisme, de l'alter-écologisme, de l'apport du syndicalisme et du mouvement associatif. Il ne doit pas être un catalogue de propositions. Ce qui fut une des limites du mouvement antilibéral est de n'avoir pas su produire autre chose que 125 propositions, une nouvelle version appauvrie du programme commun de 1972. Le projet doit dessiner les contours d'une société qui s'inscrit dans le processus de dépassement du capitalisme et l'abolition de toutes les formes de dominations. Nous devons donner corps à une dimension concrète de l'utopie.

Je ne prendrai qu'un exemple : la démocratie participative est un thème à la mode pas seulement au PS, chez les communistes aussi, mais quel sens y donnons-nous ? S'agit-il d'une consultation plus poussée pour que les citoyens donnent leur avis et que les élus décident ? Un moyen de gestion du pouvoir local ? Ou le moyen d'accorder du pouvoir aux citoyens pour donner plus de force à leur intervention et créer ainsi les dynamiques qui alimenteront le processus qui, nous l'espérons, conduira au dépérissement de l'Etat et des institutions ?

Faut-il par exemple, seulement batailler sur les moyens pour la dépense sociale ou faire vivre l'idée qu'elle est un levier pour tout développement de la société ?

Les questions posées ne concernent pas les seuls communistes, l'avenir de la gauche dépendra aussi des réponses que nous apporterons. Une chose me semble sûre : vu l'état des forces qui composent la gauche, rien ne peut se faire sans l'apport du communisme français en tant que courant politique et cet apport ne peut exister sans organisation collective, pour le faire vivre et le faire évoluer.

C'est dire que nous avons besoin d'un parti communiste, lui aussi refondé.

Revisiter le communisme

Conseil national du PCF
22-23/06/2007

Mustapha Gueye – Paris

Ne nous faut-il pas revisiter en profondeur le communisme de l'âge industriel, le communisme ouvrier théorisé par Marx et interprété abusivement par les partis communistes?

Les échecs des expériences historiques, notamment celles de l'Union soviétique, du programme commun, du compromis historique et de l'euro-communisme - à l'italienne -, de la gauche plurielle, les échecs électoraux cumulés du Parti communiste français, doivent nous y pousser.

Ni la question de l'individu, ni celle du féminisme, ni celle de l'écologie, ne trouveront un traitement pertinent dans les cadres théoriques et pratiques du communisme d'aujourd'hui.

Ainsi, notre projet doit se poser la question de la création des conditions de production d'individus débarrassés de la compétitivité, qui refusent la richesse comme valeur, d'individus autonomes et solidaires.

Ce projet communiste de l'âge informationnel marqué par les initiatives instruites dans des dynamiques de réseau, doit s'appuyer sur une politique de pluralité alliant aspirations individuelles, solidarité collectives et attitudes anti-institutionnelles, voire subversives des jeunes générations.

Nous devons faire face à un capitalisme qui étend ses foyers de pouvoirs des structures productives de la croissance quantitative vers des structures productives de symbole, de subjectivité, par le contrôle des médias, de la publicité, des sondages. La droite dure, vainqueur des élections récentes, s'appuie sur une politique capitaliste de productivité, de croissance, de répartition des richesses en faveur du capital, mais aussi sur des aspects nettement moins cumulatifs. Il s'agit de l'ordre symbolique, politique, éthique - ensemble tout devient possible, travailler plus gagner plus -, de la façon de modeler l'opinion publique, de la pousser au conformisme et l'encourager de s'en remettre à une petite bande de « je sais -tout » au pouvoir.

Tel projet, telle organisation

Les mouvements de ces dernières années, les nouveautés organisationnelles qui les accompagnent doivent être une des sources d'inspiration importante pour la construction d'une organisation future.

Avouons que le communisme peut être porté par d'autres couleurs ; il faut s'interdire l'hégémonie et s'ouvrir des voies nouvelles qui nous lient objectivement à des forces nouvelles qui luttent contre la violence et la soumission et pour une nouvelle civilisation.

Nous devons penser, reconstitution dans une véritable démocratie, dans une démocratie de haute qualité, de la conscience publique et politique, la conscience du citoyen et l'action de la classe ouvrière la plus démocratique, repenser l'Etat, le sortir de sa prétention à diriger d'en

haut la société et les individus, travailler à l'avènement du dépérissement de l'Etat.

Nous devons tenir compte de la diversification du salariat, la question ouvrière n'étant qu'une composante de la question sociale.

Nous devons chercher à élargir les espaces d'autonomie existants, en ouvrir de nouveaux, penser socialisation des activités et autonomisation des acteurs.

Nous devons refuser la conception asexuée de l'individu, concevoir et agir dans le sens de l'égalité femme - homme.

Nous devons intégrer dans ce processus un mouvement social issu de l'immigration et agir contre les replis nationalistes, pour la justice sociale au plan national et international.

Prenant en considération le développement de la technologie de l'information et de la communication nous devons agir contre l'accroissement sans cesse de la division du travail et l'étendue du marché. Nous devons repenser la recomposition des processus de travail qui appelle à une production accrue de subjectivité tant sur un plan individuel que collectif avec la formation permanente, la maîtrise de l'information par le travailleur, les transferts de compétence.

Nous devons penser la poursuite de la baisse du temps de travail, la bataille pour l'emploi pour toutes et tous, la refonte complète de la répartition des revenus en intégrant les gains de productivité.

Il nous faut réfléchir sur notre mode de développement, sur les rapports de production, sur la propriété de l'organisation du travail, sur la qualité de notre environnement, sur la transformation des rapports sociaux et la subjectivité humaine.

Pour une réflexion polyphonique

Conseil national du PCF
22-23/06/2007

Anne Jollet – Paris

Nous sommes tous mécontents, meurtris : pas seulement du résultat des derniers scrutins, mais d'une accumulation d'échecs, d'affaiblissements, de choix politiques contradictoires. Mécontents pour des raisons souvent contradictoires.

Nous sentons bien le danger des tentations centrifuges. Nous sentons aussi le danger de rester ensemble à tout prix, au prix justement de contradictions qui nous rendent politiquement peu crédibles. Nous savons aussi que la dernière séquence électorale a achevé de nous convaincre que les lignes de partage passent aussi bien à l'intérieur de toutes les forces de gauche qu'entre elles.

Quand je dis « nous », ce n'est pas seulement « nous » membres du PC, mais aussi « nous » nombreux membres de la LCR, du PS, non encartés, nombreux militants associatifs.

Les dernières élections ont joué un rôle d'accélérateur dans le brouillage des clivages, entre la droite et la gauche, mais aussi entre les appartenances partisans. L'évidence des clivages partisans s'est affaiblie dans l'opinion, comme nous l'avons tous entendu en faisant campagne, sauf l'évidence, surtout dans les milieux populaires, que la gauche, ce n'est pas la droite. En témoigne, d'une façon que nous pouvons juger paradoxale mais qui n'en est pas moins réelle, les scores spectaculaires de Ségolène Royal dans certaines villes de banlieues, dans les quartiers populaires des grandes villes.

Les résultats ont néanmoins été mauvais pour la gauche, et très mauvais pour la gauche critique du capitalisme, notamment pour nous, Parti communiste.

Certes, nous avons tous dit « ouf » au soir du second tour des législatives. Mais avoir évité le pire ne peut être considéré comme satisfaisant. Nous ne pouvons pas considérer qu'être un petit peu au-dessus du désastre de 2002 soit même un rebond : nous avons perdu des députés, le PS malgré ses divisions en a gagné 50 .

Il y a une attente à gauche qui s'accompagne dans l'opinion d'une très forte demande d'unité. Nous sentons tous en parlant avec les gens que ce qui est actuellement en cause vis-à-vis de nous, ce qui joue contre nous, ce n'est pas tel ou tel aspect de notre programme, de notre positionnement politique, ce ne sont même plus les échecs du passé, c'est notre faiblesse même. Nous avons atteint un seuil qui menace notre existence et la présence politique des idées que nous défendons.

Si nous ne répondons pas à la demande d'unité d'une gauche vraiment de gauche qu'expriment tous ceux qui pensent qu'elle est le mieux à même de défendre leurs intérêts, nous laisserons la voie libre au découragement, au développement de l'abstention des milieux populaires et à un vote de moindre mal, qualifié de vote utile, vers le Parti socialiste.

Nous savons maintenant combien le triomphe de la droite est un échec politique de la gauche.

Si glissement idéologique il y a, c'est un glissement de longue durée, reflux des idées de « révolution » depuis une trentaine d'années, et glissement d'une partie des élites, notamment politiques.

Il y a certes une imprégnation grandissante de la doxa libérale mais aussi, les dernières années, une force réelle des contrefeux dont témoignent aussi bien la production intellectuelle tous azimuts que les luttes obstinées contre le TCE en 2005 ou le CPE en 2006. L'échec de la dernière séquence est bien un échec politique, un échec de « l'offre » politique à gauche.

Alors que grandit l'évidence de la contradiction entre la logique libérale et la satisfaction des besoins sociaux, le PS non seulement n'a pas rompu avec la soumission à cette logique libérale, n'a pas tiré les leçons de l'échec cuisant de 2002, mais prétend même se donner les moyens d'une meilleure adaptation.

Et nous ?

Nous n'avons pas su nous saisir de l'antilibéralisme comme front de lutte incontournable, permettant de passer une alliance entre toutes les forces de contestation.

Nous n'avons pas su en faire un socle idéologique, base de convergences propulsives pour les forces de la gauche d'aujourd'hui. Il ne s'agit pas seulement de l'alliance dans les collectifs. Mais du libéralisme comme grille de lecture à même de permettre de comprendre quelles doivent être aujourd'hui les grandes lignes de résistance au développement du capitalisme actuel.

Il y a urgence à remettre en avant la nécessité de ce combat et la nécessité de rassemblement d'une gauche de transformation sociale.

Il est urgent de répondre à cette attente d'une force de gauche : on ne peut plus se permettre d'attendre le sursaut du Parti annoncé depuis des années. Se retrousser les manches, faire du porte-à-porte, gagner des adhérents ne peuvent dispenser de grands choix stratégiques. Il y a urgence à trouver les formes qui permettront de nous rapprocher, de nous fédérer, peut-être de nous fondre avec d'autres courants, d'autres forces militantes, aussi dispersées et modestes soient-elles, de la gauche de transformation sociale. Il y a maintenant une grande urgence à aller vers la création de cette force nouvelle si l'on veut que le communisme continue à vivre, à vivre politiquement grâce à sa convergence avec d'autres expressions de la contestation du capitalisme.

Le moment est donc d'une grande gravité politique. C'est la raison pour laquelle, comme à un certain nombre d'autres camarades, la solution choisie d'un « congrès extraordinaire » ne m'a pas paru la plus satisfaisante (comme dit à un précédent Conseil national), nous enfermant dans des formes anciennes au fonctionnement trop lourd pour permettre le travail nécessaire, forme trop peu évolutive, forme politique-spectacle dramatisant les enjeux, imposant une échéance, nous enfermant aussi trop dans l'entre nous, faisant des non-adhérents du Parti des « invités » ou des « spectateurs » au mieux.

Plus que jamais la réflexion des prochains mois doit être polyphonique, faite de confrontations, de débats ouverts, permettant à tous de bien cerner les enjeux, de prendre la mesure des risques encourus, pour le parti, les idées communistes et la société tout entière. Pour avancer, il est bon que les productions de textes se multiplient et que tous les communistes soient informés de ces textes, élaborés et signés parfois de plusieurs plumes, travail collectif entre individus proches en pensée dans le contexte donné. Nous devons saluer l'apport de ces contributions et ne pas les confiner dans une circulation à la marge du Parti par attachement à un rapport de l'individu communiste à son collectif devenu obsolète et, qui plus est, inopérante dans le contexte médiatique contemporain. Nous devons également accepter, mieux que nous l'avons fait dans le passé, de repérer sereinement les lignes d'affrontement, réelles ou possibles, de ne les minimiser ni de les dramatiser. Oui, il y a des points de vue divers sur le mieux de notre avenir. « Parti communiste renouvelé » disent les uns. Est-ce suffisant ? Qu'est-ce que cela veut dire dans les faits ? Discutons-en. Alliance de forces ? Dans quelles formes ? Quelles abdications de souveraineté partisane ? Selon quels partages, quels temps ? Création d'une nouvelle force ? Concrètement, avec qui, comment ? Les formes de notre existence politique doivent être repensées d'urgence. Il faut que cela puisse se faire sans tabou, sans vindicte, sans rancœur. C'est l'avenir qui doit être considéré et non le passé. Qu'une fois pour toutes, nous sachions qu'il n'y a pas de bons ou de mauvais communistes, des fidèles

ou des infidèles, mais des communistes qui, dans un moment très difficile mais aussi exaltant de reconceptualisation et de réorganisation face à des réalités sociales profondément transformées, cherchent la forme la plus efficace du devenir communiste.

Libérer le débat

Conseil national du PCF
22-23/06/2007

Isabelle Lorand – Paris

résumé d'intervention

D'accord avec O. Dartigolles « *in fine* la décision reviendra aux communistes lors du congrès fin 2008 ». Mais lancer le débat sur l'avenir par un congrès « extraordinaire » dit « ouvert » n'est pas à la hauteur du défi vital. D'ailleurs à Martigues, puis à « La Défense » nous avons déjà affiché une telle ambition, sans y parvenir. Soit nous choisissons cette méthode qui est par essence autocentrée. Soit nous cherchons une forme qui libère le débat, permet de sortir du « conclave », et fait de ceux que l'on sollicite (intellectuels, syndicalistes, communistes de « l'extérieur », acteurs du mouvement social...) d'authentiques protagonistes de l'avenir du communisme. Ce sont des « Assises du communisme » dont nous avons besoin.

Travailler à l'épanouissement du commun

Conseil national du PCF
22-23/06/2007

Fernanda Marrucchelli – Paris

intervention non prononcée faute de temps

L'issue malheureuse de Saint-Ouen nous a amenés à prendre des cheminements différents.

Des positions différentes, ce n'est pas seulement que nous avons des subjectivités différentes. C'est que nous avons du mal à construire des positions qui nous mettent en phase avec la réalité, c'est à dire les mouvements, les individus et tout ce qui se cherche dans la société de manière formelle ou dans les interstices. Et c'est dans la mesure où nous, en tant que force politique, nous avons du mal à être en phase avec les mouvements de la société qu'en retour ceux-ci ont du mal à s'exprimer dans le cadre de la politique institutionnelle.

Aujourd'hui, le paysage politique à gauche est bouleversé. Ce bouleversement permet aussi une clarification. Et nous ne pouvons pas échapper au débat sur le projet de société et sur l'apport du communisme.

Et c'est pour cela qu'est posée aussi la question de savoir si nous souhaitons verser au débat commun, mutualiser les recherches, les expériences des uns et des autres.

Pour ma part, le débat me paraît indispensable et je pense que nous avons besoin de travailler ensemble avec d'autres, avec les mouvements sociaux à un projet politique commun. Nos expériences montrent que ce travail ne peut pas être fait que par nous seuls dans notre tour d'ivoire, même si on l'appelle Congrès extraordinaire.

Est posée la question de la refondation communiste et de la mise en œuvre d'un processus constituant pour une force de transformation sociale à gauche, dans laquelle l'apport de notre culture est posée.

Travailler à ce projet, ce n'est pas, comme le disent certains, refonder les valeurs de la gauche, mais les affirmer et les faire vivre. Et j'aurais tendance à compléter la définition que fait Patrice Cohen-Seat par cette question : « Comment faire vivre les valeurs fondatrices de la gauche ? ». Faire vivre les valeurs de gauche c'est, pour moi, répondre à la question : « comment permettre de manière concrète l'émancipation des individus dans le respect du bien commun, de l'intérêt général? »

Pour travailler ce projet, je pense que nous devons sortir d'une logique de realpolitik et affirmer nos valeurs. Il y a des valeurs qui ne sont pas « négociables », des valeurs sur lesquelles un échange marchand, fût-il politique, n'est pas possible, et pour lesquelles il n'est pas question de trouver des compromis. Nous devons remettre au cœur ces valeurs constitutives de l'identité et de l'agir politique de la gauche qui veut

radicalement transformer la société.

Il va de soi que, si on s'attache à l'épanouissement du commun et à la complexité du travail à fournir, la manière dont est envisagé le congrès ne répond pas à ces attentes.

Le temps nous est compté

Roger Martelli – Paris

Contribution parue en amont du CN, dans la Tribune libre de l'Humanité du 13/06/07

Une élection ne chasse pas l'autre. À l'issue de cette séquence électorale, l'espace du PCF est un peu plus fragilisé. Mais il existe suffisamment pour qu'il faille compter avec lui. Ce que nous ferons ou ne ferons pas aura de l'importance. Sachons toutefois que nous travaillerons désormais sans filet.

Pendant des décennies, le PCF a été au cœur de la vie politique, jusque dans ses dimensions institutionnelles. De 1945 au début des années 80, il a regroupé sur son nom entre un cinquième et un quart des suffrages. Il était alors l'expression d'un esprit conséquent de transformation sociale, le vote populaire le plus à gauche, la garantie la plus forte d'une gauche bien à gauche. En ces temps-là, l'idée d'un regroupement autour de lui n'était pas absurde, pour permettre aux catégories populaires d'occuper l'espace électoral, pour faire bouger la gauche dans le bon sens.

Depuis vingt-cinq ans, nous voyons se déliter cette situation. Depuis ce temps-là, quand des voix ont mis en garde contre l'engrenage du déclin, on a expliqué que le recul n'était pas si grave et si structurel, qu'il suffisait de s'arc-bouter, de continuer à faire ce que l'on avait appris à faire. Comme si le balancier, inexorablement, finirait par revenir à son point initial. On a taxé les voix inquiètes de « liquidatrices », suggéré que, pour ne pas « renoncer », il fallait « conserver ». En tout cas, on n'a pas « transformé », sinon à la marge. Résultat : on a... liquidé une grande part de l'acquis.

Si nous continuions sur le même registre, si nous partions de l'idée que l'essentiel est de préserver ce qui reste, de protéger la structure existante, de la défendre et non de la transformer, soyons sûrs que les mêmes causes produiraient les mêmes effets. Le recul ne serait pas enrayé et quelque chose d'une grande histoire se refermerait. Très vite, en effet, nous pourrions nous trouver dans une situation où demeurerait un cadre, un sigle, des militants parmi les plus nombreux et les plus pugnaces. Mais le communisme à la française, cette articulation originale d'une critique radicale de l'ordre dominant et d'une insertion concrète dans l'espace politique, ce communisme-là ne fonctionnerait plus.

Penser que nous allons trouver en nous-mêmes, dans ce qui nous reste

de forces, les ressources d'une relance nous conduirait à l'inefficacité et à l'étiollement inéluctable. Le temps nous est compté pour remettre enfin notre questionnement sur ses pieds, quand il est resté jusqu'à ce jour sur la tête. La question centrale, en effet, ne peut plus être : « Comment faire pour maintenir le PCF dans sa forme actuelle ? » À ce jeu, nous pourrions conserver l'outil sans savoir exactement à quoi il sert. À quoi bon un marteau quand le clou a laissé place à la vis ?

Les questions cardinales de la période me semblent être celles-ci : dans une vie politique où le triomphe d'une droite radicalisée a installé une vraie rupture, allons-nous laisser s'installer, comme un couple indépassable, le balancement de l'ultralibéralisme et du social-libéralisme, de la contre-révolution libérale et de la gauche d'accompagnement ? Pouvons-nous construire une dynamique de projet et de pratique politique concrète qui replace la transformation sociale au cœur de la gauche et pas sur ses marges ? Pouvons-nous donner à cette dynamique une force politique durable et non pas éphémère, ponctuelle ou circonstancielle ? Et dans le cadre de cette construction, qui doit et qui peut viser la majorité à gauche, une prise de parti communiste a-t-elle quelque chose d'original à apporter, quoi et sous quelle forme ?

C'est alors, et alors seulement, que nous pourrions réfléchir utilement à la question de la forme collective qui rend possible un apport communiste. Et quand nous en serons là, nous ne devons surtout pas sacraliser la question du « parti ». Nous ne devons pas oublier que, depuis que le communisme existe, les formes n'ont pas manqué de son organisation ; que la forme à laquelle nous nous sommes habitués, née du grand exemple des bolcheviks russes, a été une réponse après d'autres, cohérente avec une certaine conception de la société et de sa subversion. Aucune forme n'est indépassable ; aucune forme ne peut subsister en dehors de « l'utilité » qui est la sienne et qui, pour le communisme, se mesure à la capacité concrète à changer l'ordre des choses et non pas à se reproduire lui-même. Ce qui nous importe, ce n'est pas de cultiver en soi l'existence d'un parti politique, mais de faire vivre le communisme, comme projet et comme méthode possible d'émancipation, à l'intérieur d'un mouvement de visée majoritaire. Ce qui nous identifie, ce n'est pas l'organisation que nous avons choisie, mais le communisme, c'est-à-dire le mouvement réel qui abolit l'état des choses existant.

Or, si cela est vrai, aujourd'hui moins que jamais nous ne pouvons réfléchir entre nous, fût-ce en nous « ouvrant » sur les autres. Ce dont nous avons besoin, c'est de penser en même temps la question de la transformation sociale et celle du communisme, et de travailler l'une et l'autre dans la mise en commun : avec l'ensemble de celles et ceux qui préfèrent toujours une gauche de transformation à une gauche d'adaptation ; avec celles et ceux qui considèrent que le communisme dit encore quelque chose, quand bien même elles ou ils ne seraient pas membres du Parti communiste français.

Quelle va être notre boussole dans la période qui vient ? La perspective d'un Congrès, fût-il « extraordinaire » ? Je crains que cela ne nous place très en-deçà des exigences d'aujourd'hui. Ce n'est pas en quelques semaines que se définissent la possibilité et le profil d'un communisme de nouvelle génération. Ce qui fonderait notre utilité politique nationale, ce serait plutôt, me semble-t-il, d'affirmer d'emblée, publiquement, que nous sommes prêts à nous engager dans la voie d'un rassemblement autour d'une visée ouverte de transformation sociale, que nous sommes disponibles pour tout ce qui portera clairement dans cette direction (et

dans cette direction seulement...), que nous sommes disposés à aller le plus loin possible dès l'instant où les conditions d'un processus dynamique seront réunies. Ce qui assiérait notre réflexion communiste ce serait, plutôt que de nous retourner sur nous-mêmes, d'appeler largement toutes celles et ceux qui le souhaitent à travailler avec nous, pour définir ensemble la place d'un apport communiste à cette construction d'une gauche moderne de transformation.

Engageons-nous sans préalable, sans calendrier prédéterminé, dans ce travail de co-élaboration. Bien entendu, il faudra, avant que les communistes ne se prononcent souverainement, des moments de synthèse, des bilans de ce qui s'est fait et de ce qui peut se faire. La fin de l'année pourrait être l'occasion d'un premier bilan. Mais ne sous-estimons pas, dans notre culture politique, la force symbolique du « Congrès » qui, par habitude, conclut un débat plus qu'il n'en suggère les enjeux. Ne nous enfermons donc pas dans un « extraordinaire » au fond bien trop... ordinaire pour qu'il soit gage d'efficacité.

Notre conception du rassemblement en question

Conseil national du PCF
22-23/06/2007

David Prout – Seine Saint-Denis

Un point sur le débat pour commencer. Il se dit des choses entre nous, par exemple sur le déficit de crédibilité de notre candidature à la présidentielle, qui sont présentées comme des évidences et dont la négation, il y a 6 mois, a servi à justifier notre décision de sortir du cadre collectif. Alors, pourquoi pas de retour critique sur notre décision de décembre ?

D'échecs en échecs, de changements homéopathiques en mutation mal assumée, cela fait des décennies que le PCF s'interroge et pour une part se transforme. Mais ce qui perdure malgré nos évolutions, c'est notre conception du rassemblement et de la place du parti. Bien sûr pas dans nos textes mais dans nos pratiques.

Les 1.9 % obtenus à la présidentielle sont justement l'échec d'un rassemblement autour du PCF et non du rassemblement antilibéral qui n'a pas eu lieu.

C'est aussi cette persistance de notre conception de la place du parti dans un rassemblement qui explique que nous ayons décidé de sortir du rassemblement antilibéral et qui, de fait, lui a porté un coup fatal.

Lorsqu'il est apparu évident que le rassemblement antilibéral ne pouvait se faire autour de la candidature de notre secrétaire nationale, nous avons préféré y renoncer. L'attachement à notre ligne stratégique décidée au congrès a été moins fort que l'impossibilité à concevoir notre participation à un rassemblement où nous ne sommes pas le centre, où nous sommes à égalité avec d'autres.

Cette erreur nous amène tout près de notre marginalisation politique. Si nous avons voulu croire que l'arc des forces de l'antilibéralisme pouvait se rassembler autour d'une seule de ces forces, c'est que cela confortait notre conception profonde du rassemblement et du rôle que nous assignons à notre organisation.

Cette culture est toujours à l'œuvre quand nous invitons individuellement des députés à rejoindre le groupe communiste au lieu de proposer de constituer ensemble un groupe autonome du PS sur les bases de transformation sociale. Si la proposition avait été claire dès le lendemain du deuxième tour, nous ne serions pas dans la situation où nous sommes.

Mais plus grave, cette conception en crise du rassemblement et du rôle du parti surdétermine les propositions qui nous sont faites pour le congrès extraordinaire.

Nous invitons à un congrès ouvert ceux qui le veulent. Mais je ne vois pas où est la nouveauté dans ce processus. C'est la même chose que les forums citoyens ou les autres initiatives prise depuis 10 ans. D'extraordinaire ce congrès risque de n'en avoir que le nom.

Cessons de nous payer de mots. La société a dit lors du premier tour ce qu'elle pensait de notre utilité. Espérons-nous vraiment intéresser en invitant ces gens à venir discuter pour ripoliner de l'intérieur un parti pour lequel ils n'ont pas jugé utile de voter il y a 2 mois ? Ce que nous proposons au final conduira à se ressourcer sur soi-même, ce que nous faisons déjà depuis très longtemps sans interrompre notre déclin.

Le problème n'est pas seulement d'ouvrir le débat vers l'extérieur, c'est aussi les termes du débat qui sont en cause.

Alors que nous devrions poser l'exigence d'une recomposition politique pour offrir une alternative à la bipolarisation ultra-libéralisme/social-libéralisme, notre impossibilité à concevoir l'affirmation de la singularité communiste et la diversité d'un rassemblement politique ne nous permet pas d'être à la hauteur des enjeux.

Dès lors nous sommes dans une impasse stratégique. La voie d'un PCF acteur d'un rassemblement de ces forces n'est plus crédible sans changement lisible de notre conception du rôle et de la place du parti. La seule perspective est alors l'isolement politique conduisant à la marginalisation.

Au final, n'est-ce pas parce que nous sentons implicitement notre déficit de projet que nous sommes si réticents au métissage. A défaut de projet, l'affirmation de la singularité communiste passe par la défense et

l'affirmation du rôle du parti, de l'appareil.

Il semble aujourd'hui se dessiner un accord entre nous pour engager un travail sur le projet communiste. Mais ce travail qui a trop tardé risque de ne pas être suffisant s'il ne s'accompagne pas de novations stratégiques fortes.

Deux questions doivent être traitées :

- Travailler la fonction communiste d'accord, mais pour déboucher sur quoi :
 - Pour continuer à doubler les discours syndicaux en faisant un catalogue de propositions ou pour construire une vision cohérente du monde ?
 - Pour se replier sur le PCF et sa culture en les modifiant à dose homéopathique ou pour ouvrir le chantier de la construction d'une nouvelle force politique intégrant un espace communiste organisé et rénové ?
- Quel calendrier, avec qui et comment engager les chantiers sur la gauche, la gauche de transformation sociale et la fonction communiste ?

Si l'on accepte l'idée que la faiblesse de la gauche, c'est la faiblesse du camp de la transformation sociale, alors il ne faut pas d'abord redéfinir le projet communiste pour ensuite travailler sur la gauche, et sur la convergence des forces de transformation sociale. C'est dans le même temps qu'il faut travailler à ces tâches. Mais cela veut dire aussi que l'intérêt des questions de la fonction communiste et de son organisation dépasse les membres du parti et que nous ne pouvons travailler en vase clos.

Si la mobilisation du collectif communiste est indispensable, elle n'est pas suffisante. Sinon pourquoi, alors que nous avons déjà, dans le passé, engagé cette forme de travail d'introspection, cela n'a pas enrayé notre déclin.

En contrepoint de la conclusion du rapport, je ne suis vraiment pas certain que nous ayons seuls les moyens de nos ambitions.

La question d'un alter-communisme est posée

Conseil national du PCF
22-23/06/2007

Philippe Stierlin – Paris

(version intégrale)

« L'histoire enseigne aux hommes l'immensité des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir »
Jean Jaurès

➤ **Un projet cohérent, une révolution libérale**

L'analyse du cycle électoral que nous venons de vivre peut nous conduire à sous-estimer la nature de la forte victoire de Nicolas Sarkozy à la présidentielle et à sur-estimer l'élection, même heureuse, de député-e-s de gauche et parmi eux 18 communistes et apparentés. N. Sarkozy est parti d'un projet déterminé, libéral et sécuritaire, a fait preuve de volontarisme politique, y a accroché au fil des jours des valeurs et a fait la démonstration que ce projet le dépassait, devenait un projet pour toutes et tous dans un destin commun. Il a mené la campagne la plus maîtrisée, la plus cohérente, la plus constante. Ce n'est pas une simple victoire. Il s'agit bien d'une véritable rupture et les équilibres – de plus en plus fragiles – construits à gauche depuis 20 ans ne sont plus opérants. Ils doivent eux aussi être en rupture.

Ségolène Royal elle a fait une campagne partant d'un certain nombre de valeurs sur laquelle elle n'est jamais arrivée à accrocher un quelconque projet, oscillant du programme du PS au sien propre.

Dans cette élection, la question du projet prévalait donc sur celle du programme. Une certaine idée de la question « nationale » comme de la France en ont découlé et se sont imposées. Cette dualité projet-nation a convergé et a alors relativisé la question sociale pourtant réelle. Chaque candidat aurait dû alors montrer la cohérence de son projet plutôt que de se définir à partir du danger représenté par les autres candidats. Diaboliser n'est pas politiser. Cela doit interpellé chacun.

L'élection s'est en quelque sorte opérée de haut en bas ou de bas en haut. A la différence de l'élection de 1995, qui s'est faite sur la fracture sociale, le contenu des politiques et donc la lecture gauche-droite n'a pas été le moteur prioritaire de l'élection de 2007. D'où l'une de nos difficultés, partagée par toute la gauche. Cette difficulté a été aggravée par une élection présidentielle d'avril 2002 lue comme un accident. Cela a été le cas du côté de dirigeants politiques, notamment du PS et ce, à rebours d'une partie de l'opinion.

➤ **Idéologiquement à gauche sur le souhaitable, à droite sur le possible**

L'Europe, sociale ou non, a par ailleurs été peu présente dans les débats. Pour autant, le cycle électoral récent nous semble devoir intégrer le 29 mai 2005 sans pour autant lui donner la surdétermination qu'il n'a pas. L'élection présidentielle a en effet commencé avec la campagne contre le TCE. Pas tant dans la victoire finale et encourageante du 29 mai que dans le débat qui a eu lieu dans le pays et bien au-delà de lui, durant cette campagne. Ce débat à un moment donné s'est cristallisé sur le souhaitable. Le traité est passé d'un statut de « meilleur compromis politique possible » venu de l'extérieur à celui du besoin d'un autre référentiel en Europe voire d'une autre Europe. La discussion sur les moyens s'est transformée en une dispute sur les finalités. On est passé d'un examen du possible à un débat sur le souhaitable. On a alors refait de la politique. La présidentielle a, sur d'autres thèmes, fonctionné de la même manière.

C'est cela qui, au fond, valide la démarche initiée par le millier de collectifs du 29 mai transformés en collectifs pour une alternative au libéralisme, et dont il nous faut faire un bilan équilibré, honnête et rationnel.

C'est cela qui justifie de d'abord crédibiliser un projet politique par les buts qu'on lui assigne. « Commencer par les fins » nous dit le philosophe marxien Lucien Sève. Cela devrait interroger ceux qui au PCF nous répètent à longueur de temps « les moyens, tous les moyens, rien que les moyens ». Or les moyens sont inopérants si l'on ne s'attaque pas aux logiques libérales en cours. Ils ne sont pas le moteur d'un projet alternatif, mais un carburant. Cela interroge aussi les 125 propositions sous forme de programme des candidats antilibéraux : qui se souvient ainsi de cinq d'entre elles ?

De fait le pays est idéologiquement à gauche sur le souhaitable et idéologiquement à droite sur le possible. C'est pour cette raison qu'il n'y a pas droitisation de la société. C'est pourquoi nous pouvons avoir confiance.

➤ **Un vote communiste dénationalisé**

Aux élections législatives ensuite, nous sommes revenus à un débat plus classique, horizontal, social dans lequel le contenu gauche-droite des politiques a retrouvé une pertinence. On a donc de fait rééquilibré la gauche dans son ensemble. Nous – c'est-à-dire toutes celles et ceux cherchant une alternative au système libéral – respirons mieux depuis le 2^e tour des législatives. Mais le nombre de circonscriptions où le PCF fait un score inférieur à 2% est passé de 7 en 1997 à 94 en 2002, puis 113 en 2007. **Il y a donc dénationalisation du vote communiste confirmé par cette séquence électorale.**

La question lourde de la présidentielle demeure donc. Le PCF pour ce qui le concerne est donc dans une situation du trapéziste sans filet venant de quitter son trapèze et suspendu en l'air. Un petit « matelas » de député-e-s communistes, qu'ils soient légitimistes, refondateurs ou orthodoxes, n'amortira pas la chute. Le repli identitaire et sectaire

encore moins.

➤ **Potentialités et taches politiques**

Les élections montrent que des ressorts importants existent toujours pour changer la société dans un sens progressiste. Les électrices et électeurs ont aussi envoyé des signes en ce sens.

A court terme :

- nous avons besoin de la gauche,
- nous avons besoin de la diversité politique dans la société,
- nous avons besoin de la diversité politique à gauche.

Il est curieux à cet égard que les mêmes qui prônent la diversité politique au sein de la gauche, veillent toujours la réduire au sein du PCF. Elle n'est que tolérée sous sa forme individuelle et ostracisée sous sa forme collective.

A moyen terme :

- faites l'unité comme la clarté,
- travaillez à un projet de transformation sociale et sociétale.

- A gauche, deux pistes

Pour ce projet, deux pistes majeures existent à gauche. L'une, pour l'instant majoritaire est la voie sociale libérale ou sociale démocrate, version française des modèles anglais ou suédois. Elle cherche à atténuer les effets les plus négatifs du libéralisme, mais n'offre pas de véritable alternative en France et en Europe au système capitaliste. Elle l'aménage et permet de le continuer. Elle maintient, voire régénère, les grands équilibres néo-libéraux. Cette voie est du point de vue de l'alternative un échec, même s'il est relatif comparé au soviétisme ou au communisme historique.

L'autre voie est celle d'une rupture franche et déterminée avec le système capitaliste, permettant de retrouver un cycle de conquêtes collectives, offrant une alternative cohérente au capitalisme. Avec comme moteur et comme but la démocratie politique par trop ignorée par le communisme historique, par trop dévoyée et détournée par la sociale-démocratie.

Car veut-on oui ou non la structuration en France d'une vie politique dominée par le face-à-face entre le libéralisme hard d'un côté et le blairisme en charentaises de l'autre ? Ou veut-on un pôle de transformation sociale qui ne renonce pas aux utopies et cherche à les réaliser ? Nous accommodons nous oui ou non d'une gauche recentrée et d'adaptation et donc d'un rôle réduit à l'accompagner ou à l'aiguillonner ? Dans le cas contraire, les forces de transformation sociale et parmi elles les communistes doivent montrer leur disponibilité pour des dynamiques de transformation jusqu'à la constitution d'une force majoritaire, portant un autre projet de société, ayant une existence politique et pesant sur le cours des événements.

➤ **Unité et clarté**

Tous ceux qui ont cette volonté commune, cette capacité intacte d'indignation et d'utopie réaliste, peuvent en précurseurs, avec équité et éthique, se mobiliser dans un tel espace. On peut s'y retrouver, en y cultivant les convergences, en y additionnant les différences, en y assumant les divergences. On doit y retrouver des syndicalistes, des citoyens engagés et non encartés, des socialistes, des communistes, des écologistes, des féministes, des militants d'extrême gauche. Cet espace devra être suffisamment ouvert et évolutif pour accueillir au fil du temps d'autres personnes et faire bouger ses analyses. Les forces politiques, syndicales, associatives organisées doivent y trouver toute leur place, y être motrices sans faire écran, pas plus qu'elles ne doivent être écartées. Cet espace cherchera en Europe les convergences nécessaires avec des structures miroirs porteuses d'avenir comme il assumera ses différences culturelles et politiques avec elles.

Dans cet esprit, séparer ici et maintenant le projet et la construction politique ne nous semble pas pertinent. Articuler nouveau projet de société, recomposition et rassemblement nous donnera en revanche plus de force.

Ne pas s'installer dans une culture de groupe marginal

Conseil national du PCF
22-23/06/2007

Catherine Tricot – Seine Saint-Denis

1- le danger principal pour les municipales est une alliance PS-Verts-MoDem sur notre dos. Le débat ne sera pas clos au PS d'ici 2008 et il n'y aura pas de renversement d'alliance au niveau national, mais les électeurs de Bayrou et les positions de Ségolène légitiment par avance ceux qui seraient tentés de le mettre en œuvre localement.

La demande de ramener le groupe à 15 est un très mauvais geste vis à vis des Verts alors que nous devons absolument les retenir de se jeter dans les bras du PS. Proposer comme Daniel Paul un groupe à 10 qui mette à l'abri des désaccords de 7 députés communistes est également un très mauvais signe. MGB disait dans son rapport que le poids du passé pesait sur notre image. Nous ne pouvons l'alimenter une fois de plus et envoyer comme premier signe aux électeurs Verts le maintien de notre culture hégémonique et à des milliers de communistes un

message de suspicion et d'exclusion.

2- Nous avons encore la possibilité de décider de notre avenir. Si nous continuons, ce sera la fin, inéluctablement même lentement. La méthode proposée pour le congrès est trop conforme à ce que nous avons déjà fait si souvent. Ces propositions ne permettent pas de faire le bond politique, culturel, intellectuel et pratique qui rompt avec nos avancées à petits pas depuis 30 ans, qui nous mette en situation d'avancer une cohérence neuve - qui nous manque depuis le début des années 80.

Or nous n'avons plus le temps. En particulier parce que s'éloigne le souvenir d'un parti transformateur qui compte vraiment. Ce souvenir s'éloigne chez nos concitoyens. Plusieurs l'ont rapporté hier. Anne Jollet vient de le redire. Mais cela s'éloigne dans nos propres souvenirs. L'installation dans une culture de groupe marginal, incorporée par les militants et les dirigeants, est ma plus grande inquiétude.

Contre cette marginalité subie et finalement acceptée, je suis pour une initiative politique qui nous mette en situation de participer à faire émerger une force politique à visée majoritaire au sein de la gauche. Notre utilité la plus grande serait de contribuer à la naissance de cette force rassemblant toutes les forces qui aspirent au changement et non à l'adaptation, forces politiques, militants syndicalistes, acteurs des mouvements sociaux, intellectuels, etc. Nous ne pouvons continuer d'être spectateurs dans le débat mené ailleurs, au PS, à la LCR, chez les Verts, dans les collectifs.

Dans cette force, l'espace communiste doit exister en tant que tel. Il ne peut être simplement le PCF. Cet espace communiste doit lui-même être renouvelé. Je crois pour ma part que nous avons à réfléchir sur les moyens et les conditions de continuer à vivre ensemble...

3. Nous venons de vivre un échec qui n'est pas comme les autres. Il signe l'échec du PS à aller au bout de ses débats. Il enregistre nos blocages internes et mentaux depuis 25 ans. Notre échec est profond, idéologique, politique, culturel. C'est à cette hauteur et sur tous ces terrains qu'il faut nous situer.

L'essentiel sera la cohérence de l'alternative. Le problème n'est pas d'avoir des idées - nous en avons quelques-unes malgré tout - mais de les insérer dans une cohérence nouvelle. C'est cela qui est le plus difficile et c'est bien là le fond de l'existence de « sensibilités », de « tendances ».

Cette cohérence nouvelle qu'il nous faut chercher ne peut être qu'un énoncé. Elle doit aussi faire des démonstrations pratiques qui ont du sens ; il nous faut « faire vivre nos valeurs » comme cela a été dit hier. Nous devons nous réinterroger sur la manière de faire vivre l'égalité et la liberté. Au cœur de ces deux questions il y a pour nous des trous noirs sur lequel on ne peut plus faire l'impasse, j'ai en tête notamment la question urbaine et celle de la culture, en particulier dans ses dimensions de culture de masse. La ville et la culture structurant l'espace et le temps de chacun. Je ne dirai qu'un mot de la ville, question urgente avec la proximité des échéances locales de 2008.

La question urbaine et celle de l'égalité des territoires est devenue une question politique structurante. On l'a vu avec le

mouvement des banlieues, ce WE le forum social des quartiers, les luttes sur le logement, les transports. Elle a trouvé une expression dans l'élection présidentielle avec, par exemple, les candidatures de Nihous et Bové.

Or sur ce sujet, celle de la ville, de la banlieue, des territoires, nous avons des moyens d'innover, de peser, d'exprimer un projet pratique qui exprime notre exigence d'égalité et de modernité. Nous ne pouvons plus continuer de ne même pas en discuter, de prendre le temps d'analyser les différences de pratiques et de points de vue sur ce sujet. Nous devons chercher à faire de nos gestions locales un élément de notre identification politique, une épreuve pratique d'un autre possible.

Sortir du flou et de l'entre-deux

Conseil national du PCF
22-23/06/2007

Pierre Zarka – Paris

Ce qui est en jeu est de savoir si le communisme va, en se renouvelant, rester dans le champ politique, ou devenir une simple éthique individuelle, comme c'est le cas désormais dans les pays anglo-saxons. C'est à la lumière de cet enjeu que je veux aborder trois questions.

Mais auparavant je veux juste faire une courte remarque : Je m'étonne qu'au vu des résultats, on ne s'interroge pas pour savoir si notre choix de Décembre a été le bon, compte tenu que 10.000 membres du parti en souhaitaient un autre et que nombreux parmi les autres sont ceux qui avaient hésité. C'est tout de même nous qui avons confondu, à travers la candidature, influence communiste et volonté d'être l'axe du rassemblement.

1) **La dimension de l'anti-libéralisme.** Nous avons tendance à le mesurer à l'aune des résultats électoraux. Mais c'est gommer de l'analyse la crise de la représentation politique et du communisme. L'un et l'autre ont pour conséquence que les aspirations ne peuvent pas trouver le chemin de la politique institutionnelle pour s'exprimer et réduisent leurs aspirations à des comportements d'aménagement de son espace privé.. Et je crains que pour beaucoup d'hommes et de femmes des milieux salariés, le vote Sarkozy ait été tout sauf un vote libéral. Ni le résultat des régionales de 2004, ni celui du référendum, ni la lutte contre le CPE n'ont disparu.

2) **Comment prétendre impulser ou favoriser un rassemblement majoritaire et avoir régulièrement des choix qui soient autant**

de manifestations de repli sur nous ?

Trois chantiers se posent à partir d'une étroite solidarité entre eux :

- **le rassemblement de toute la gauche** : mais le PS suppose qu'au plan idéologique et politique ce soit la culture politique du pays qui tire le rassemblement, et non pas le face à face PC-PS. Nous avons du mal à considérer le rôle politique et créateur du peuple et à situer le nôtre dans cet ensemble naturellement composite.
- **La production d'un projet politique commun à tout l'espace antilibéral**. Sans rien toucher à l'identité de chaque force. Comment espérer que le peuple y participe si le mouvement syndical pense que cela le conduit inévitablement à l'alignement sur le parti ? Ce problème est certainement posé à l'espace syndical, mais il l'est à nous d'abord.
- **Au sein du mouvement, un formidable travail de la pensée et de l'action communistes** pour produire à la fois les idées et l'expérience qui conduisent à la participation à un projet collectif, auquel j'ajouterai à ce qu'en a dit Patrice Cohen-Seat la dimension de vision cohérente du monde. Il y a depuis la chute du Mur, bel et bien une position de monopole d'une cohérence, d'un projet cohérent libéralo-populiste. Mais la conception même que nous avons du parti est fondée sur une prise du pouvoir d'Etat et une culture profondément délégataire où le parti tend à se substituer au rôle politique des exploités et dominés. Cela fait obstacle à la possibilité d'entamer ce travail.

3) Cela me conduit à être sceptique quant au Congrès proposé. Non pas qu'il ne faille pas un évènement qui lance ce travail. Mais, chez nous, un congrès est une conclusion ; or on ne règlera pas en deux mois et demi ce que nous n'avons pas su régler en trente ans. Depuis 1998, nous avons fait des congrès à répétition dont deux à prétention fondatrice : Martigues et celui de 2001 et depuis, au nom du concret, nous n'avons toujours pas fait la distinction entre projet et programme. Plus profondément, depuis 1976, nous sommes engagés sur des renouvellements qui n'en finissent pas d'avancer par demi-idées. Par contre, qu'une conférence nationale ou des Assises recueille et fasse l'inventaire des problèmes à travailler et de la manière dont les communistes, membres ou pas du parti, posent ces problèmes en vue d'un congrès en 2008, me paraîtrait une bonne démarche.

Je pense que nous avons besoin à la fois d'un travail incluant la contribution de l'espace de la transformation radicale de la société et pas simplement ouvert à quelques invités et d'une participation où chaque membre du parti compte pour un. Mais attention aux faux semblants qui nous mettent en-deçà du nécessaire. Le document de Michel Laurent évoque une synthèse, mais il y a entre nous des éléments qui ne sont pas synthétisables au risque de faire du flou et de l'entre-deux, ce que nous ne cessons de faire depuis des années. Il y a la nécessité d'un travail collectif qui parte de nos différences, les valorisent au lieu seulement de les tolérer pour faire des choix clairs et vivre avec ces différences. Il y a déjà dans le parti plusieurs grandes logiques qui s'affrontent depuis plusieurs années. Je ne crois pas leurs promoteurs géniaux au point que ces idées soient autre chose que des pensées qui existent en dehors d'eux, indépendamment d'eux. Or le leitmotiv de « pas de tendance » a été jusqu'à présent le moyen de noyer la

confrontation dans une espèce de brouillard qui sauvegardait les apparences mais pas le parti. (Il devient de bon ton ici de brocarder les textes. Mais il ne suffit pas de parler « sans tabou », il faut travailler. Et quoi que l'on pense de ce qui est écrit, si on veut produire de la connaissance, il n'y a pas d'idées structurées sans textes et sans mises en cohérence d'où le caractère souhaitable de regroupements qui ne prétendent pas ni chacun d'entre eux, ni à eux tous représenter tout le monde).

J'ajoute que la direction, par la voix de sa secrétaire nationale, et je ne l'incrimine pas, de fait est un courant de pensée et a l'autorité de l'intérêt général. Dans la culture politique, de fait, nous ne comptons pas tous pour un. J'ajoute qu'au vu des résultats et de la pente que subit l'influence du Parti, personne ne peut se prétendre plus légitime que d'autre. Je ne croirai à la réalité de notre travail que lorsque nous aurons reconnu l'existence de ces grandes options, de la manière dont elles regroupent peu ou prou des pans du parti identifiables et que nous incluerons leurs réflexions dans la base de départ du Congrès. Je ne propose pas de réduire notre travail à cela. Encore une fois, tous les communistes ne s'apparentent pas à ces logiques. Mais nous souffrons trop de manque de clarté et on ne peut au nom de « chacun compte pour un » développer un basisme qui a servi jusqu'à présent à ne jamais choisir dans la clarté. L'information claire des pensées qui traversent le parti fait partie intégrante de l'exercice de la souveraineté de ses membres, y compris de celles et ceux qui ne se retrouvent dans aucune de ces options. Le dogme de l'anti-tendance a, jusqu'à présent, noyé les arrêtes les plus vives des confrontations nécessaires et a ramené des idées structurées au rang de la dissidence. Mettre les responsables nationaux dans la situation de ne pas s'engager clairement est une manière, sans doute involontaire, de réduire le débat et de verrouiller le nombre de choix possibles.

C'est pourquoi je pense que ni l'exécutif actuel ni une commission comme nous en faisons à chaque congrès ne seront en état d'animer ce travail. Je pense que la reconnaissance des options devrait conduire à mieux partager la responsabilité de l'animation du débat.

Convergence d'idées, de pratiques, d'imaginations différentes

Conseil national du PCF
22-23 juin 2007

Dominique Grador - Corrèze

Nous publions ce texte avec l'autorisation de D.Gr., en contribution au débat en cours.

La gauche, ses formations, nous-mêmes sommes au pied du mur des ruptures à accomplir pour redonner confiance à nos concitoyens en leurs capacités à transformer la société dans le sens du progrès. Et si du temps sera nécessaire, je considère que nous avons eu raison de ne pas différer l'engagement du travail que nous avons à faire pour nous-même. A mener sans coupure, au contraire, avec la préparation des élections municipales et cantonales dans laquelle nous entrons.

J'ai la conviction que notre congrès ne changera la donne que si nous conduisons publiquement, parallèlement et en interaction, un débat intéressant toute la gauche.

Pourquoi et comment faire les deux choses en même temps ? Ce devrait être l'objet de ce Conseil national.

Pourquoi ?

Parce que si le PCF, le communisme, sont à revisiter, à repenser voire à reformuler, c'est au regard d'un enjeu : l'espoir à faire renaître dans une gauche à reconstruire.

Elle ne peut être à l'identique d'une force qui ne correspond plus aux aspirations sociales ni dans le retour à l'âge d'or de ses conquêtes sociales.

Elle ne peut pas non plus en être la version « modernisée » en parenté avec le libéralisme.

La gauche, pour se reconstruire, a besoin de la convergence d'idées, de pratiques, d'imaginations différentes partant des évolutions et des réalités de la France, de l'Europe et du monde pour les transformer d'un point de vue progressiste, contestant la supériorité du libéralisme et les dominations quelles qu'elles soient.

Bref, elle devrait être en phase avec la jeunesse tout autant qu'avec les créateurs de toutes disciplines qui, dans leur activité, anticipent le devenir de notre société.

C'est l'enjeu d'un projet refondé à gauche autour d'une solidarité régénérée, écartant l'impasse de l'incantation radicale tout comme la tentation centriste.

C'est l'enjeu de ce que nous engageons avec le congrès. Alors, évitons les faux débats.

Personne ne décidera à la place des communistes de la position de leur Parti. Personne n'a envie de s'en prendre à leurs convictions, leur diversité.

Mais, tels que nous sommes, pouvons-nous seuls apporter les réponses

aux défis qui sont posés à une force politique de transformation qui veut vraiment influencer le cours des choses ? Ma réponse est non.

Depuis trente ans, nous avons essayé, nous n'avons pas réussi. Et si nous décidions de le faire seulement en interne de la préparation du Congrès, même avec la volonté de l'ouvrir à d'autres, nous ne serions pas crédibles aux yeux des centaines de milliers de personnes que nous voulons intéresser, qui sont des progressistes qu'aucune formation aujourd'hui ne motive, qu'inquiètent les évolutions en cours au PS et qui souhaitent résister à un bipartisme plus fort encore de la vie politique avec un PS occupant, en le déportant au centre, tout l'espace à gauche, sans en porter les valeurs, les attentes et les propositions de changement.

Si nous montrons notre disponibilité, notre capacité d'initiative et d'ouverture à travailler avec eux à un projet et à une gauche de transformation sociale, alors oui, nous pouvons les intéresser aux enjeux du débat sur l'apport communiste à cette construction.

Voilà pourquoi je défends l'idée qu'en parallèle à la préparation du Congrès et s'enrichissant l'un l'autre, il y a besoin d'un espace, d'un processus de débats qui aille au-delà des décisions que nous avons à prendre pour nous-même, sur les questions et les réponses pour une gauche rassemblée sur un projet de transformation sociale.

Et, de la même façon que nous ne devons pas préjuger de la finalité du débat du Congrès, même si nous avons, les uns et les autres, des éléments de conviction sur ce qu'elle pourrait être, cet espace doit être attractif, ouvert aux forces politiques, aux militants, aux citoyens, aux lieux de réflexion qui existent, sans préalable, sans examen de passage.

Pour ma part, je vise la création, au terme de ce processus démocratique, d'une formation politique nouvelle, à la gauche du PS dans laquelle pourraient se retrouver communistes, socialistes, écologistes, altermondialistes qui, par delà leurs différences, considèrent que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire. D'une formation radicalement contestataire de l'ordre existant et constructive, disponible pour tout pas en avant. D'une formation indépendante et unitaire.

Nous devrions nous-mêmes y être avec beaucoup de modestie, pas sans bagages mais pas non plus sur une posture péremptoire des leçons que nous aurions tirées seuls du séisme de 2002 ou du référendum de 2005. Prendre le contre-pied de ce qui a échoué ne suffit pas à expliquer les choses et ne garantit pas la réussite à venir.

Parce que ce qui doit être fait, c'est inventer du neuf et nous ne le ferons à l'usage de nos propres convictions, de nos engagements que si nous cherchons à le faire avec d'autres, au coeur même du débat qui concerne toute la gauche.

J'observe d'ailleurs qu'en Europe, d'autres que nous s'y attellent, chacun à sa façon, dans les conditions qui sont celles de leur pays, mais toujours avec le même objectif : comment faire que la transformation sociale, progressiste passe de l'utopie à la réalité parce qu'une majorité s'en empare ?

Cette exigence d'ouverture qui appelle des décisions concrètes pour engager la préparation du débat de Congrès, ne doit rien à l'air du temps.

C'est une nécessité au regard de la complexité de la société, du monde et de leur transformation.

D'un monde, d'une société qui ont généré les capacités humaines, scientifiques, technologiques, informationnelles d'un dépassement du

capitalisme, en même temps que les idées favorables à son maintien qui, aujourd'hui dominant celles de sa contestation.

C'est à un processus d'inversion de cette situation auquel nous voulons apporter une contribution qui compte parce qu'elle modifie les réalités.

Réflexions sur la « Contribution pour un débat ouvert et constructif »

Lettre aux signataires, membres du PCF, du texte paru le 19/6/2007 sur le site *Communisme français du 21e siècle*

Roger Martelli

Chers camarades,

J'ai pris connaissance du long texte que vous soumettez au débat portant sur l'avenir de la gauche et sur celui du communisme français. Je vous sais gré de cette initiative : votre texte énonce un point de vue argumenté, une cohérence ; or c'est de cohérence forte que le communisme a besoin dans la période à venir.

Il y a dans votre contribution des points importants avec lesquels je me trouve en accord ; j'ai pour l'instant l'impression que les conséquences que j'en tire ne sont pas les mêmes que les vôtres. C'est à la discussion et à elle seule de montrer si ces différences sont irréductibles ou si elles ne le sont pas.

Quels sont pour moi les points d'accord ? Ils portent avant tout sur la nécessité d'une rupture fondamentale dans l'histoire du communisme :

- une forme de communisme, historiquement liée à la force propulsive de l'exemple bolchevique, est irrémédiablement vieillie ;
- le communisme, s'il a un avenir, ne peut le trouver que dans un projet, des pratiques, une culture radicalement neufs ;
- cela suppose d'aller, non vers la conservation de la forme actuelle, éventuellement « relookée », mais vers la constitution d'une forme politique nouvelle, d'un autre « parti communiste » (j'entends ici « parti communiste » au sens qu'employaient Marx et Engels en 1848).

Que nous soyons d'accord sur ce point ne m'étonne pas. C'est parce que je suis depuis longtemps convaincu qu'il faut aller vers cette forme nouvelle que j'ai, pour ma part, soutenu la « mutation » à la charnière des années 1990 et 2000. Je n'ai, certes, pas aimé la manière dont cette mutation a été gérée ; j'ai déploré qu'elle ne se soit pas accompagnée de la mutation stratégique qui lui aurait donné force et crédibilité ; mais le pari courageux de la mutation était le bon et je ne regrette pas de

l'avoir tenté.

Je redoute toutefois que votre parti pris « fondateur » (pardonnez-moi cette pointe perfide !) ne s'accompagne pas d'une vision suffisamment forte d'une recomposition politique générale qui ne concerne pas le seul communisme, qui touche à la gauche dans son ensemble et, au-delà, à toute la tradition que l'on dit être celle du « mouvement ouvrier ». S'il faut repenser du communisme (ce que je crois), il faut le faire à partir du mouvement critique tel qu'il est aujourd'hui (le mouvement de contestation pratique du capitalisme mondialisé), à l'intérieur d'une recomposition de la gauche dans son ensemble, autour d'une thématique assumée de transformation sociale.

I. Quel bilan de la période écoulée ?

Vous proposez une vision d'ensemble des quelques années qui ont précédé le choc électoral de cette année 2007. Elle repose sur l'hypothèse que le PCF a porté une évaluation erronée de ce qu'a été le « rassemblement antilibéral », de ses potentialités et de sa portée. Sur ce point, j'adopterai une attitude voisine de celle que j'ai choisie à propos de la « mutation » : je suis très critique sur la manière dont l'orientation antilibérale a été gérée par la direction du parti, notamment dans la seconde moitié de l'année 2006 ; je continue toutefois de penser qu'elle était la seule envisageable. Je ne pense pas qu'elle puisse se poursuivre dans les conditions qui ont été les siennes (à période nouvelle, exigences nouvelles) ; mais ce n'est pas en lui tournant le dos que l'on se placera à la hauteur des enjeux.

Votre regard rétrospectif sur la période écoulée vaut pour sa globalité. Je n'ai guère envie de m'attacher au détail de votre démonstration : les faits sont les mêmes pour vous et pour moi. Je préfère vous dire la manière dont je perçois que les événements se sont agencés, dans la période récente, au point d'engluer la capacité d'écoute et de rassemblement du Parti communiste français.

1. Après la longue phase de repli social des années 1980 et du début des années 1990, la conflictualité a repris vers le milieu des années 1990. Les premiers signes d'un retournement d'opinion par rapport au libéralisme s'observent dès 1993 ; le choc du mouvement de novembre-décembre 1995 cristallise cette inflexion positive. Dans cette période, les forces situées à la gauche du PS recueillent en continu de 12% à 18 ou 20% selon le type d'élection. La défaite de la droite aux législatives anticipées de 1997, deux ans à peine après la débâcle de 1995, semble traduire le regain électoral d'un positionnement à gauche. Mais cette défaite profite avant tout au PS, qui a su réagir rapidement au camouflet de 1995 (le « big-bang » de Rocard et les Assises de la transformation sociale).

Le PCF, n'ayant pas fait son tournant stratégique, participe à l'expérience gouvernementale dans une position fragilisée qui le place, malgré lui, dans une attitude subalterne par rapport au parti dominant. À plusieurs reprises, il cherche à faire pression sur le PS ; mais, faute de dynamique de rassemblement à visée alternative, cette pression ne débouche sur rien de significatif. Résultat : le PCF laisse, entre 1995 et 2002, le champ libre à l'extrême gauche. Dans l'opinion, s'installe une équation simple : gauche radicale = extrême gauche. En 2002, la famille trotskyste engrange les bénéfices maximaux de cette équation (10% au

premier tour de la présidentielle).

2. Le PCF aurait pu profiter du choc de 2002 pour tout remettre à plat : relancer sur des bases nouvelles la mutation mal gérée de 1995-2000 et prendre l'initiative du rassemblement pour une gauche de gauche, afin de ne pas laisser le champ libre au PS et de disputer ouvertement à l'extrême gauche le monopole de la radicalité. L'occasion n'est pas saisie : au lendemain de la présidentielle, la majorité de la direction choisit de faire bloc contre les « refondateurs » et leurs « États généraux du communisme ». Ce n'est qu'en 2004, et dans un cadre territorial limité (Île-de-France) que s'amorce une démarche de rassemblement d'un autre type.

3. Le référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005 s'inscrivait pleinement dans cette démarche et il fut marqué par le succès. Vous suggérez que l'analyse faite alors était fautive et que l'on a surestimé la place de l'antilibéralisme dans ce résultat, que le Non n'était pas un Non de gauche antilibéral. Mais était-ce de cela qu'il s'agissait ? Le plus important était tout simple : une majorité d'électeurs de gauche a choisi le Non ; et si cette majorité a modifié son choix de départ (si l'on en croit les sondages), c'est parce qu'elle s'est convaincue, contrairement à ce que disait officiellement la majorité du PS, que le traité était tout entier irrigué par la « concurrence libre et non faussée », qui est la quintessence de toute option libérale.

Le Non au référendum ne changeait pas la donne du tout au tout ; il ne disait pas que l'option antilibérale était devenue majoritaire. Mais il confirmait que l'adaptation libérale, si elle restait forte, pouvait être fissurée. Il confirmait que, malgré les échecs terribles du XXe siècle, le parti pris de transformation sociale n'était pas voué éternellement à la minorité. C'était une chance à saisir.

4. Encore fallait-il que « l'offre » antilibérale soit à la hauteur. Il fallait qu'elle le soit sur le terrain de la stratégie (le rapport au PS, la question de la visée, majoritaire ou non à gauche). Il fallait qu'elle le soit sur les contenus (propositions et projet). Il fallait qu'elle le soit sur le terrain électoral : les antilibéraux n'ont pesé en 2005 que rassemblés ; ils ne pouvaient marquer la présidentielle (éventuellement dans une fourchette de 10% à 15%) que s'ils se rassemblaient à nouveau.

Il eût été plus efficace que le PCF prenne l'initiative du rassemblement dès le lendemain du référendum, en proposant à toutes les forces du Non de prolonger la dynamique victorieuse en vue de la présidentielle. Ce ne fut pas fait, en tout cas, pas de façon clairement lisible par tous. Il fallut attendre la publication de deux appels à des candidatures communes, à la fin 2005 puis au printemps 2006, pour que les communistes décident de s'engager franchement dans le processus unitaire des collectifs antilibéraux.

A priori, ils ont eu assez rapidement l'occasion d'être satisfaits. Sur les deux premiers points évoqués plus haut (stratégie et programme), la LCR s'est trouvée en minorité. Les propositions retenues en novembre n'étaient pas parfaites (elles étaient un programme plus qu'un projet), mais elles essayaient de s'inscrire dans une vision transformatrice sans être pour autant irréalistes et incantatoires. Quant à la stratégie définie auparavant, en septembre, elle était sans ambiguïté : pas d'alliance avec un PS englué dans le social-libéralisme, mais volonté de créer une dynamique de visée majoritaire à gauche. La LCR, contestée sur le fond,

s'est alors mise en marge, se contentant d'attendre que la troisième phase, celle de la candidature, échoue au final.

5. C'est là que se situe l'erreur stratégique du côté du PCF. Partant du constat juste que l'image du PCF s'était améliorée depuis quelque temps, et notamment depuis la bataille référendaire, nous avons pensé que nous pouvions avancer la proposition d'une candidature issue des rangs du PCF. Puis, sans que cela ait fait d'ailleurs l'objet d'une discussion en forme (comme si cela allait de soi), a été avancé le nom de Marie-George Buffet. Cette proposition n'avait rien d'illégitime. Mais il a été dit, à plusieurs reprises, qu'elle n'en était pas moins impossible, que c'était « aller plus vite que la musique », que la reconnaissance de l'utilité du PCF n'en était pas à ce point qu'elle permettait que l'ensemble des mouvances antilibérales puissent se reconnaître dans la candidature de la secrétaire nationale du PCF. En fait, cette proposition, loin de permettre de déployer le mouvement, comme l'affirmaient ses porteurs, contribua à durcir les positions, sous les yeux attentifs et ravis de la LCR.

Le PCF, constatant que sa proposition ne « passait » pas du côté de ses partenaires, a essayé de jouer la carte des collectifs pour obtenir la légitimation par le nombre (sa force militante le lui permettait arithmétiquement) et a même choisi la procédure du vote interne préalable, pour bien enfoncer le clou sur la détermination des communistes autour de leur secrétaire nationale. Les autres composantes y virent une tentative de passage en force, renforcée à leurs yeux par la procédure du vote préalable des militants. Il s'ensuivit une phase éprouvante, en novembre-décembre, marquée par la montée des crispations et des tensions réciproques. Les journées de Saint-Ouen, les 9 et 10 décembre, ne furent pas l'apothéose de l'union mais l'apogée de la division, de l'incompréhension et de la rancœur.

6. Le PCF s'engagea donc dans la bataille présidentielle dans la pire des conditions : sa candidate voulait porter le message du rassemblement, mais ne pouvait être que celle du seul Parti communiste français. Le dynamisme militant incontestable et la qualité même de la candidate n'y pouvaient plus rien. Comme cela avait été annoncé antérieurement, mais en vain, l'électeur de gauche n'avait plus le choix, cinq ans après le traumatisme du 21 avril 2002, qu'entre un vote utile quoi que l'on pense de la candidate socialiste et un vote protestataire, de « coup de pied dans la fourmilière », quoi que l'on pense de l'attitude étroite de la LCR. La convergence des antilibéraux pouvait espérer enrayer quelque peu la machine du bipartisme ; leur désunion a laissé la place de trouble-fête au centre de François Bayrou. Le PCF a enregistré un nouveau recul, notamment dans les catégories populaires et chez les jeunes que l'on pensait attirer. Mais ce recul a été celui de toute la mouvance de la gauche la plus à gauche : la tentative Bové a échoué durement et la famille trotskiste a perdu la moitié de son contingent électoral de 2002. Les antilibéraux ambitionnaient un score à deux chiffres ; ils n'atteignent pas la barre des 10%, leur plus mauvais résultat depuis vingt ans.

II. Quelle conclusion tirer de l'expérience récente ?

1. Le résultat du PC, dès l'instant où le rassemblement n'était pas réalisé, était totalement prévisible. Il était hasardeux de tenter malgré

tout l'aventure d'une candidature strictement communiste. Il n'était pas raisonnable de laisser entendre aux militants qu'ils pouvaient, par leur engagement plein et entier, contredire à la fois la tendance lourde au déclin du communisme politique (le score de Robert Hue en 2002 n'avait rien de conjoncturel : je suis sur ce point en accord total avec votre analyse) et la déception de l'opinion antilibérale devant le spectacle de la désunion. En se refusant à voir l'évidence (la certitude de l'échec), la direction communiste porte une énorme responsabilité. Rien n'était pire que le piètre résultat que le PCF a enregistré au soir du 22 avril.

2. Reste à savoir quelle attitude adopter maintenant ? Il y a un point, dans votre argumentation, que je crois particulièrement faible. Vous dites que le PCF a essayé de développer l'idée qu'il fallait imposer la place de la « vraie gauche » au détriment de la « fausse gauche » ou de la « gauche molle » qu'incarnerait le PS. Vous ajoutez que cette posture est irréaliste et inefficace, surtout dans un moment où, cinq ans après le choc du 21 avril 2002, l'opinion de gauche ne veut en aucun cas reproduire le cataclysme de l'absence au second tour.

Je pourrais entendre votre argument, si l'affirmation d'une gauche bien à gauche fonctionnait sur le seul registre de la dénégation (affaiblissez le Parti socialiste et renforcez la vraie gauche...). Vous avez raison de rappeler que, chaque fois que nous avons cherché à conjurer le vote utile par une simple démarcation à l'égard du PS, nous avons été battus et cruellement (n'oublions pas nos déboires de 1977-1981).

Vous avez raison... sauf que vous contournez le problème de fond.

2.1. Comment faire bouger le rapport des forces qui, à chaque période, permet de décider qui, à gauche, donne le tempo ? Entre 1945 et 1981, la majorité à gauche (en ces temps où le PCF attire entre un quart et un cinquième des votants) est du côté d'une affirmation politique irriguée par l'esprit de critique radicale à l'égard du capitalisme et par une volonté assumée de transformation sociale. Depuis 1981, ce n'est plus le cas et, pour l'instant, la gauche oscille de ce fait entre, d'un côté, une posture de renoncement et d'accommodement aux normes et aux règles des marchés financiers et, de l'autre côté, une posture de contestation globale, radicale, mais extérieure à l'espace politique institué.

La volonté d'affaiblir le PS ne sert à rien (encore qu'on peut remarquer que la volonté explicite de François Mitterrand de prendre trois millions de voix au PCF ne l'a pas tant desservi que cela...). En revanche, la volonté de renforcer le pôle de transformation sociale est décisive pour redonner à la gauche tout entière son allant. Vous ne dites pas grand-chose de la façon dont on peut s'y prendre pour y parvenir. C'est, me semble-t-il, la faiblesse principale de votre proposition politique.

2.2. Le PCF est-il en état, comme il a pu l'être à d'autres périodes historiques, de renverser le rapport des forces à gauche, en faveur d'une option formatrice et non d'une option adaptatrice ? De façon implicite, vous répondez : il le peut, à condition qu'il se subvertisse lui-même. Je crois – je l'ai redit plus haut – à la nécessité de cette subversion ; mais je suis persuadé qu'elle ne suffira pas. Même rénové, reconstruit ou refondé, le PCF à lui seul ne sera pas en état d'agir efficacement au cœur de la gauche pour la transformer – car il s'agit bien de la transformer. Pour une raison toute simple : il existe, à côté du PCF, d'autres forces collectives, d'autres sensibilités, d'autres traditions de pensée qui participent de la contestation de la loi des marchés, qui préfèrent le développement humain à la frénésie spéculative. La diversité qui en découle est, me semble-t-il, un fait irréversible ; il faut la

prendre comme une richesse et non comme le ferment d'une concurrence qui nous desservirait.

2.3. En fait, vous ne répondez donc pas de façon claire à la question : « Avec qui, quelles forces, quel projet, quelles structures se rassembler, pour permettre à la gauche de se mettre à jour ? » De ce fait, vous risquez de rester prisonniers d'un rapport des forces qui pénalise la transformation sociale tout entière. A quoi bon un « autre parti politique », si c'est pour en rester au face-à-face avec un socialisme plus recentré que jamais et toujours aussi dominant ? Et un « parti communiste » est-il à lui seul en mesure de briser le carcan d'un face-à-face qui emprisonne politiquement l'esprit de subversion ?

3. Nous ne devons pas ignorer que nous nous trouvons devant une phase nouvelle. Le triomphe d'une droite radicalisée, avaleuse de Front national, introduit une rupture dans l'espace politique, peut-être d'ampleur comparable à celle de 1958. Or la défaite n'a pas remis en question le leadership à gauche d'un Parti socialiste qui risque (si le choix se limite à un tête-à-tête Royal-Strauss-Kahn) de pousser son « recentrage » à tous les sens du terme (projet et alliances). Dans ce contexte, le dilemme de la gauche est le suivant : va-t-on s'installer durablement dans le balancement permanent entre contre-révolution libérale et social-libéralisme ? Ou bien va-t-on, dès maintenant, enclencher une dynamique de rassemblement à gauche qui remette la transformation sociale et non l'adaptation au cœur de la gauche ?

Si c'est cela la question, alors il faut à la fois continuer et transformer l'expérience dite du « rassemblement antilibéral » :

- « Continuer » : des forces ont commencé de s'agréger, qui ne se limitent pas au champ traditionnel du PCF et de l'extrême gauche, qui ont commencé à métisser des pratiques et des cultures différentes. Il faut cultiver cet acquis, dont la fécondité s'est révélée à plusieurs reprises, notamment dans la bataille référendaire de 2005, et qui s'est prolongée jusque dans les « collectifs antilibéraux ».
- « Transformer » : le mouvement a eu des mérites ; il n'a pas manqué de défauts. Il n'a pas été assez actif sur le terrain du projet (un catalogue de propositions n'est pas un projet) ; il n'a pas agrégé assez de forces différentes, de militants associatifs, de sensibilités politiques, de jeunes et de femmes ; il n'a pas assez ouvertement cultivé la nécessité de la novation populaire et démocratique.
- « Continuer » : tant que l'esprit de transformation sociale et donc de critique radicale de la logique libérale-capitaliste ne sera pas redevenu majoritaire à gauche, la gauche tout entière sera fragilisée. Pour que la gauche, toute la gauche, retrouve son allant, son esprit de conquête et son caractère profondément populaire, il faut donc rassembler en priorité celles et ceux qui ne se satisfont pas d'une logique de recentrage et d'adaptation. Non pas « contre » le PS en général, mais contre des orientations dangereuses qui sont pour l'instant les siennes ; non pas pour affaiblir le PS, mais pour que la gauche française se réordonne majoritairement autour d'une ligne transformatrice.
- « Transformer » : nous ne sommes plus dans la même période. L'évolution prévisible du PS laisse dans l'incertitude, en France comme en Allemagne, une grande partie de l'espace socialiste

qui ne peut pas se reconnaître dans le social-libéralisme. Moins que jamais, nous ne devons donc en rester au périmètre d'une étroite « gauche de la gauche » vouée à la minorité. Mais justement : à cette portion de l'espace socialiste, sommes-nous en état de faire des offres politiques qui leur permettront, sans se renier, de se retrouver dans une dynamique qui, en pratique, s'écarte de la logique dominante la gauche depuis 1983-1984 ? Or, nous ne pouvons pas en rester à formulation qui est la vôtre d'un « nouveau parti politique » dont on ne sait pas très bien s'il est seulement la reprise sous une autre forme de la tradition communiste ou la constitution d'une autre configuration politique, mais débordant explicitement le champ politique, associant militants politiques, associatifs, syndicalistes, comme le tente le *Linkspartei* en Allemagne.

III. Quelle proposition politique ?

Je pense que votre construction autour d'un « autre parti politique » manque de clarté sur un point : cette force politique est-elle un autre « parti communiste » ou est-elle un nouveau parti de la transformation sociale ? Vous ne vous posez pas franchement cette question. Je ne crois pas que ce soit de la dissimulation. J'estime toutefois que cela affaiblit la portée de l'ensemble.

1. Deux questions devraient être posées en même temps :

1.1. Y a-t-il la possibilité, dans ce pays comme dans d'autres pays européens, d'envisager un processus permettant à une gauche de transformation sociale d'acquérir force politique durable ? À cette question, je considère qu'il faut répondre : oui. Si l'espace politique de la transformation sociale reste dispersé, autant dire d'emblée que l'on s'accommode durablement de l'hégémonie d'un socialisme recentré. Autant dire que nous acceptons comme une fatalité le marasme d'une gauche politique qui rompt avec la plus grande part de son histoire. Il faut donc que la transformation sociale acquière « force politique », qu'elle soit capable de compter dans l'espace politique, qu'elle soit en état de retisser des liens entre la contestation pratique du capitalisme et le champ politique.

Pour parvenir à cette « force politique », trois conditions au moins sont requises.

- Cette force doit être large : par ses sensibilités politiques (de l'extrême gauche à une partie du socialisme, en passant par l'écologie politique, l'altermondialisme...), par ses pratiques (associatives, syndicales, politiques).
- Elle doit s'inscrire dans la durée : il ne suffit pas qu'elle se retrouve de façon ponctuelle, à l'occasion de luttes ou de telle ou telle conjoncture électorale. Cette force doit être suffisamment pérenne pour être en état de construire du projet, de la proposition politique. Elle doit agir en continu et pas de temps en temps, afin de disputer au social-libéralisme l'hégémonie politique à gauche.
- Elle doit être capable de produire de la novation politique. Il est impensable que le discours de la modernisation ait été accaparé par Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal. Sans doute

faut-il refuser les modernisations frelatées qui confondent modernité et soumission aux normes des marchés. Mais on ne peut éviter cette confusion dangereuse qu'en portant explicitement le projet d'une transformation sociale qui n'est pas la simple répétition des formules du passé, quelle qu'en ait été la force et la validité.

1.2. Dans ce processus de constitution d'une force politique de transformation sociale, y a-t-il place pour une option communiste, autour de quelle visée, de quelle stratégie et sous quelle forme organisée ? Vous avez raison de dire que l'on ne peut pas faire comme si la question du communisme ne se posait pas, après un XXe siècle tourmenté. Sur le fond, je n'ai pas changé l'ossature de ma réponse depuis une vingtaine d'années : un parti pris communiste est envisageable et utile, pour peu qu'il s'agisse d'un communisme refondé. Mais prenons garde, dès lors, à ne pas introduire de confusion. Une chose est de dire que, sur le terrain politique, la transformation sociale à vocation majoritaire ne peut se condenser dans la référence au communisme. Une chose est de dire, à partir de là, qu'une force de transformation sociale ne peut être, à proprement parler, « communiste ». Autre chose est de dire que, quelle que soit la forme prise par une force de transformation sociale, il y a et il y aura besoin de communisme politique au sein de ce mouvement.

2. Faut-il maintenir une démarche communiste ? Je le crois donc. Historiquement, le communisme politique n'est pas un vague idéal ou un corps de doctrine, mais une triple affirmation :

– L'affirmation d'un parti pris critique radical, par sa méthode (le corpus d'analyses produites à partir de Marx) et par sa visée : il se constitue d'abord au travers de l'idée que le capitalisme n'est pas la fin de l'Histoire, mais la phase ultime des sociétés d'aliénation ; il cherche avant tout à légitimer, par l'analyse et par l'action, la conviction que l'on peut envisager d'autres formes de vie sociale que celles qui caractérisent l'ordre capitaliste dominant.

– L'affirmation que la démarche « révolutionnaire » est la seule capable de conduire une action cohérente contre l'injustice constitutive des sociétés de classes. Cette affirmation est un parti pris théorique (elle repose sur l'impossibilité durable de produire de l'égalité dans des sociétés dominées par les normes de la concurrence). Elle est aussi une inscription pratique dans une tradition politique européenne, celle qui se structure autour des Lumières et des grandes révolutions démocratiques de la charnière des XVIIIe et XIXe siècles. Le communisme se définit négativement par le refus de « l'adaptation » au système (ce qui n'exclut pas la volonté de tirer du système tout ce que l'on peut tirer pour produire du mieux-être).

– L'affirmation que la recherche d'un dépassement du capitalisme et l'enclenchement d'un processus de ruptures concrètes (et non l'évocation abstraite de la révolution) supposent d'inclure l'activité transformatrice dans le champ politique, en partant de point d'appui réels : au XIXe siècle, c'est l'existence d'un prolétariat industriel en expansion qui constitue le levier matériel d'une action transformatrice radicale. S'inscrire dans le mouvement de la classe ouvrière (le « mouvement ouvrier ») et constituer la classe en parti : ce sont alors deux évidences autour desquelles se structure pratiquement un communisme politique, sous la forme d'un « mouvement communiste » constitué par des « partis ».

L'histoire du communisme en longue durée se construit autour de ces

trois points de vue critiques sur le monde et sur sa transformation. Sur le fond, ces trois affirmations restent vraies et cela légitime l'existence maintenue d'un point de vue communiste collectif. Mais aucune affirmation ne peut plus s'énoncer à l'identique : ni le projet, ni la pratique, ni la structure de pensée, ni la forme organisée du communisme ne peuvent plus être les mêmes.

3. En matière de communisme, si refondation il doit y avoir, elle se pense d'abord en termes de projet. Le communisme a-t-il quelque chose d'original à dire dans un processus de reconstruction des grands projets mobilisateurs de transformation sociale ? Pour l'instant, je tire de la période récente l'impression que nous sommes restés au milieu du gué : nous avons renouvelé des pans de notre discours, mais pas tous ; nous avons une vision encore trop peu intégrée de la dynamique sociale ; nous raisonnons trop en termes de cercles concentriques, à partir de la sphère économique-sociale ; nous ne travaillons pas assez en termes globaux de « société » (Quelle société voulons-nous ?). Nous ne nous attachons pas assez à penser une globalité, avec ses mots, ses repères, ses images, comme Sarkozy a su le faire à droite, comme les sociaux-libéraux s'attachent à le faire dans d'autres situations. En règle générale, j'ai l'impression que le communisme, par souci de pragmatisme, pour conjurer les effets du doctrinarisme, a trop déserté la dimension « culture politique » du combat politique, comme il le faisait au temps de son expansion.

4. Mais une fois engagée cette piste de réflexion, il reste à se prononcer sur les formes collectives qui permettent de produire du projet, de l'initiative politique et donc de l'efficacité. À partir de là, mieux vaut ouvrir clairement le débat.

4.1. Sans doute, pourrions-nous assez facilement nous accorder sur un point : le communisme politique ne peut vivre sans effort collectif ; il faut donc de « l'organisation » politique ou du « parti communiste ». Mais on sait que Marx et Engels n'entendaient pas « parti communiste » comme nous avons appris à l'entendre depuis 1917. Nous savons que le même « parti communiste » a pris au fil du temps des formes extrêmement différentes, dont toutes n'ont pas adopté d'ailleurs l'appellation de « communiste ». En ce qui me concerne, le mot de « communisme » continue de m'attirer : parce que je n'en connais pas de plus fort pour désigner l'exigence de « mise en commun » qui sourd aujourd'hui de l'expérience sociale ; parce que je crois préférable d'assumer une histoire, fût-ce de la façon la plus radicalement critique, plutôt que de la nier.

4.2. Mais ce « parti communiste » ne peut s'envisager aujourd'hui que dans le cadre assumé d'un « post-bolchevisme » qui le fait enfin changer d'époque. À reculer devant cette nécessaire rupture, on reproduit les mécanismes anciens et donc on prolonge à l'infini (mais l'infini, en histoire, a toujours...une fin) le processus de notre marginalisation. Tant que l'on en est là, je ne pense pas qu'il y ait de problème majeur entre nous.

4.3. Il reste toutefois une question, dont je tends à penser que nous ne pouvons pas la taire, que nous ne pouvons pas y répondre complètement aujourd'hui et que mieux vaut ne pas tenter d'y répondre a priori. La question est celle-ci : quelle forme organisée concrète peut prendre un collectif communiste ? Pourquoi ne peut-on répondre dès maintenant à cette question ? Parce que tous les termes du choix ne

sont pas encore précisés. Le plus vraisemblable est que, au fur et à mesure que se précisera le visage de la force de transformation sociale, nous serons amenés à choisir entre deux options.

- Si la force de transformation sociale prend une forme « confédérale », la question est réglée : le « parti communiste » nouveau pourra prendre une forme partisane achevée et se constituer en parti politique à part entière, passant alliances avec d'autres.
- Mais si la solidité de la force politique de transformation, si la continuité et l'efficacité de son fonctionnement supposent une forme plus « fédérale », alors il faudra se poser la question de la constitution d'une force communiste en courant constitué d'une force politique à part entière.

Choisir d'emblée entre les deux options ? Cela ne me paraît pas avoir grand sens. La seule chose que j'ai envie de dire pour l'instant est : le plus important est que la gauche de transformation sociale acquière force politique. Ce n'est en effet que dans un processus politique à vocation majoritaire, permettant d'enclencher une dynamique concrète à la fois subversive et réaliste, que le communisme peut faire valoir son utilité. Toute démarche de repliement sur soi, fût-elle parée des mots de « l'ouverture », conduit à l'inutilité politique et donc à la perpétuation du déclin. La « liquidation » du communisme est dans le maintien à l'identique...

Mais le moment n'est pas venu de trancher sur les conséquences ultimes d'une stratégie de rassemblement ambitieuse. Tout dépendra de la force du mouvement de recomposition, des forces réelles qui s'y agrègent, individuelles et collectives, de la profondeur et de la rapidité du travail de définition collective des visées, des stratégies et des projets que l'on pourra porter ensemble. C'est quand le processus sera suffisamment installé que les communistes pourront décider souverainement des conséquences organisationnelles qu'ils en tireront.

Dans l'immédiat, ce qui importe, c'est que s'enclenche pratiquement le double processus de rassemblement politique et de redéfinition d'un communisme de nouvelle génération.

IV. Conclusion

Je rassemble en quelques phrases l'essentiel de mon propos.

1. Je partage votre opinion que le maintien de l'état existant est la meilleure manière de liquider le meilleur d'un héritage, celui d'un communisme français ambitionnant d'être au cœur de la vie politique et non de ses marges, d'un communisme cherchant à combiner l'expérience de la lutte sociale et de la construction politique, la subversion de l'ordre existant et l'implication dans le système politique. Pour qu'il y ait de la continuité, il faut de la rupture. Si ce n'est pas fait, le lent délitement de l'héritage reste inéluctable.

2. Mais je ne pense pas que cet avenir du communisme puisse se repenser indépendamment d'une refondation de la gauche de transformation sociale, pour que l'esprit de transformation sociale redevienne majoritaire à gauche. Hors de cette refondation plus globale,

qui suppose une mutation de projet, de pratiques et de structures, le communisme – même reconstruit – ne pourrait pas échapper au balancement de la subordination et de l'isolement. Tout ce qui sépare les deux dimensions de la refondation me paraît aujourd'hui dangereux : une dynamique de transformation sociale sans communisme perdrait une part de ses potentialités critiques ; une dynamique de refondation communiste sans le substrat d'un processus de transformation à vocation majoritaire limiterait l'utilité politique du communisme et donc la portée réelle de sa reconstruction.

3. Le plus important est de se tourner vers tous les acteurs potentiels du renouveau : celles et ceux, y compris socialistes, qui considèrent toujours que la gauche n'a pas de sens hors de sa vocation transformatrice ; celles et ceux qui, membres ou non du PCF, considèrent encore que le communisme apporte quelque chose à la transformation du monde. Le plus important est d'engager, avec elles et eux, les chantiers d'une double refondation, que l'on ne peut pas confondre, que l'on ne peut pas séparer : celle de la gauche et de celle du communisme.

Dans ce cheminement collectif, qui ne se conclura pas en quelques semaines, des moments de synthèse seront nécessaires, des bilans d'étape devront s'organiser. Un premier moment pourrait se faire vers la fin de l'année. Mais rien ne serait plus dangereux qu'une méthode (par exemple la polarisation sur un Congrès) qui tournerait de fait les communistes vers eux-mêmes, sur eux-mêmes presque exclusivement.
